



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
15 juillet 2002
Français
Original: anglais/français

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**
Douzième session
New York, 29 août 2002
Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

**Élection, conformément aux paragraphes 4 et 5
de l'article 17 de la Convention, de 12 membres du Comité
pour remplacer les membres dont le mandat arrive
à expiration le 31 décembre 2002**

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Secrétaire général convoquera la douzième réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 29 août 2002. À cette date, les États parties procéderont à l'élection de 12 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en se fondant sur une liste de personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2002 (voir annexe I). Les noms des 11 autres membres, qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2004, figurent à l'annexe II.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 19 novembre 2001, a invité les États parties à soumettre le 15 juillet 2002 au plus tard des candidatures en vue de l'élection de 12 membres du Comité. Le Secrétaire général a établi la liste alphabétique de toutes les personnes désignées à cette date, avec indication des États parties dont elles sont les candidates; cette liste est la suivante :

* CEDAW/SP/2002/1.



<i>Nom des candidats</i>	<i>Désignés par</i>
Mary Atieno Ang'awa	Kenya
Meriem Belmihoub-Zerdani	Algérie
Feng Cui	Chine
Cornelis Flinterman	Pays-Bas
Naela Mohamed Gabr	Égypte
Savitri Goonesekere	Sri Lanka
Tadelech Haile Michael	Éthiopie
Akua Kuenyehia	Ghana
Rosario G. Manalo	Philippines
Mavuela Mayisa	République démocratique du Congo
Krisztina Morvai	Hongrie
Zelmira Regazzoli	Argentine
Fumiko Saiga	Japon
Dubravka Šimonović	Croatie

3. Les curriculum vitae des candidats, communiqués par leurs gouvernements, figurent à l'annexe III.

Annexe I**Liste des 12 membres dont le mandat arrive à expiration
le 31 décembre 2002**

<i>Nom des membres</i>	<i>Pays</i>
Charlotte Abaka	Ghana
Emna Aouij	Tunisie
Ivanka Corti	Italie
Feng Cui	Chine
Naela Gabr	Égypte
Savitri Goonesekere	Sri Lanka
Rosalyn Hazelle	Saint-Kitts-et-Nevis
Rosario Manalo	Philippines
Mavivi Myakayaka-Manzini	Afrique du Sud
Frances Livingstone Raday	Israël
Zelmira Regazzoli	Argentine
Fumiko Saiga	Japon

Annexe II**Liste des 11 membres qui siégeront au Comité
jusqu'au 31 décembre 2004**

<i>Nom des membres</i>	<i>Pays</i>
Ayse Feride Acar	Turquie
Sjamsiah Achmad	Indonésie
Françoise Gaspard	France
Yolanda Ferrer Gómez	Cuba
Aída González Martínez	Mexique
Christine Kapalata	République-Unie de Tanzanie
Fatima Kwaku	Nigéria
Göran Melander	Suède
Hanna Beate Schöpp-Schilling	Allemagne
Heisoo Shin	République de Corée
Maria Regina Tavares de Silva	Portugal

Annexe III

Curriculum vitae des candidats

Mary Atieno Ang'awa (Kenya)

Date de naissance : 8 mars 1954
 Lieu de naissance : Mombasa (Kenya)
 Nationalité : Kényenne
 Situation de famille : Célibataire
 Adresse : P.O. Box 63824
 Nairobi (Kenya)

Vocation

Défendre, de façon résolue et impartiale, la justice et l'équité pour tous.
 Veiller au maintien de l'état de droit.

Carrière/Expérience

1999 Assesseur, Haute Cour du Kenya (Nairobi)
 1996-1998 Juge résident, Haute Cour du Kenya (Mombasa)
 1993-1995 Juge résident, Haute Cour du Kenya (Nyeri)
 1991-1993 Commissaire de l'Advocates Complaints Commission (Commission des plaintes des avocats)
 1989-1991 Présidente du Rent Restriction Tribunal (Tribunal chargé des restrictions locatives)
 1990 Premier magistrat
 1987 Senior Resident Magistrate, tribunaux d'instance du Kenya
 1986 Secrétaire de la Commission inquiring into the Insurance Industry (Commission d'enquête chargée du secteur des assurances)
 1982 Resident Magistrate, tribunaux d'instance du Kenya
 1980 Magistrat de district, tribunaux d'instance du Kenya

Études

1963-1969 École préparatoire Maxwell (CPE)
 1970-1975 École de filles Limuru (niveaux du brevet et du baccalauréat)
 1976-1979 Université de Nairobi (LL. B.)
 1979-1980 Kenya School of Law (faculté de droit du Kenya) (avocate)

Formation et expérience professionnelles

- 1984 Formation courte
Services de rééducation des délinquants (niveau communautaire)
Swansea University College (Pays de Galles)
- 1986 Secrétaire de la Kenya Magistrates Association (Association des magistrats kényens)
- 1988-1990 Commission internationale de juristes
- 1993 Kenya Women Judges Association (Association des femmes juges kényennes)
- 1996 Membre du Chartered Institute of Arbitrators (Division du Kenya)
- 1998 Bourse d'échange Eisenhower (États-Unis d'Amérique)
- 1998 National Judicial College – Reno (États-Unis)
Cours de formation à la logique et à la rédaction des jugements
- 1998 Federal Judicial Centre
Washington (États-Unis)
Le système judiciaire américain
Boursière
- 1999 Cours spécial de formation pour boursiers (Chartered Institute of Arbitrators)

Meriem Belmihoub-Zerdani (Algérie)

Née à Alger le 1er avril 1935

Mariée en 1966, mère de trois enfants, tous avocats

Adresse : Conseil de la nation
7 bd Ziroud Youcef
Alger
Téléphone : (021) 73 62 60
Télécopie : (021) 73 62 12

Domicile : 17 chemin Youcef Tayeb el Biar
Alger
Téléphone : (021) 92 52 41
Cabinet d'avocat : (021) 63 38 80

Études primaires et secondaires à Alger et Paris

Études universitaires à Paris et Alger

Membre du Front de libération nationale et de l'Armée de libération nationale (FLN-ALN) (guerre de libération nationale)

Maquisarde en 1956, détenue dans les geôles en Algérie et en France durant quatre ans et demi (guerre de libération nationale)

Députée à l'Assemblée nationale constituante, 1962-1964

Membre de la Commission de l'éducation et de la culture de l'Assemblée nationale constituante

Membre du Bureau de l'Assemblée nationale constituante

Licenciée en droit public en 1964

Avocate à la cour d'Alger en 1964, agréée à la Cour suprême en 1974

Assistante à la faculté de droit de 1964 à 1967

Membre du Bureau de l'Union nationale des femmes algériennes, 1963-1965

Membre du Conseil de l'Ordre des avocats d'Alger de 1972 à 1976

Membre fondateur de l'Association de lutte contre l'analphabétisme en 1964

Présidente de l'Assemblée générale fondatrice de l'Association algérienne de planification familiale

Militante active des droits de la femme

Présidente de la délégation reçue par le Président de l'Assemblée nationale algérienne (Parlement) en 1984 pour présenter les doléances et un contre-projet concernant le Code de la famille

Ministre-conseiller auprès du chef du Gouvernement pour les affaires juridiques et administratives, 1992-1993

Membre du Conseil de la nation (Sénat), janvier 1998-janvier 2001

Présidente du Groupe parlementaire des indépendants au Sénat

Membre de la Commission de la réforme de la justice, instituée par le Président de la République en 1999

Feng Cui (Chine)

Date et lieu de naissance : 14 février 1940, Henan (Chine)

Langues de travail : Anglais, chinois

Fonctions actuelles

Membre du Secrétariat de la Fédération des femmes de Chine

Membre du Comité national de la neuvième Conférence consultative politique populaire

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (1999-2002)

Principales activités professionnelles

S'est rendue, à la tête de la délégation des femmes chinoises, dans certains pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord, afin d'y étudier la situation des femmes.

A participé au Séminaire sur les questions relatives aux femmes, organisé par la Chine et l'Union européenne; à un atelier sur la violence familiale dans les zones de peuplement minoritaire, organisé par la Chine et l'Australie; à un atelier de formation consacré à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; et à la campagne menée par l'organisation white ribbon en coopération avec UNIFEM.

A été codirectrice des projets de coopération internationale ci-après : le projet de loi pour les femmes lancé par la Chine et le Canada; le projet de réinsertion et de création d'entreprises pour les travailleuses licenciées, organisé sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le développement; le projet de lutte contre la traite des enfants et des femmes dans la région du Mékong, entrepris dans le cadre du Programme international pour l'abolition du travail des enfants de l'Organisation internationale du Travail.

A pris part à l'examen et à l'élaboration du projet d'amendement à la loi matrimoniale de la République populaire de Chine.

A été chef de la délégation chinoise à la Commission de la condition de la femme.

Formation

Institut des langues étrangères de Beijing, spécialisée en relations internationales.

Autres activités ayant trait à la Commission

A pris part à plusieurs séminaires nationaux et colloques internationaux consacrés aux femmes et portant, entre autres, sur l'éducation, la santé, les droits fondamentaux et la violence familiale.

Au nom de la Fédération des femmes de Chine, a rencontré en novembre 2001 Mary Robinson, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, et

Peter Piot, Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et Assistant du Secrétaire général, avec qui elle s'est entretenue.

A exercé les fonctions de secrétaire général du Comité chinois d'organisation de la réunion de 2001 du Women Leaders Network de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, qui avait pour objectif de stimuler l'esprit d'entreprise chez les femmes et de veiller à ce que les femmes participent de façon systématique aux opérations et activités de l'Association.

S'est entretenue avec plusieurs femmes ministres et parlementaires d'autres pays, ainsi qu'avec un certain nombre d'épouses de présidents.

Cornelis Flinterman (Pays-Bas)

Date et lieu de naissance : 3 novembre 1944, La Haye

Connaissance des langues

de travail : Néerlandais, anglais, allemand, français

Postes actuels : Professeur chargé de cours sur les droits de l'homme
(Université d'Utrecht)

Directeur de l'Institut néerlandais des droits de
l'homme

Directeur de l'École néerlandaise d'étude des droits de
l'homme

Principales activités professionnelles

Recherche dans le domaine du droit comparé, du droit international et du droit
constitutionnel du point de vue des droits fondamentaux de la femme

Enseignement du droit international, du droit régional (européen,
interaméricain et africain) et des législations nationales du point de vue des
droits fondamentaux de la femme

Organisation et animation de cours de formation sur les droits fondamentaux
de la femme à l'intention de groupes cibles aux Pays-Bas et à l'étranger

Études

1969 : Maîtrise de droit, Université de Leyde (Pays-Bas)

1971 : Maîtrise de droit, Université de Virginie (États-Unis)

1981 : Doctorat en droit, Université de Leyde (Pays-Bas)

Principales autres activités exercées dans le domaine de compétence de l'organe concerné

Membre du Conseil consultatif des affaires internationales et Présidente de son
comité permanent des droits de l'homme

Membre du Conseil consultatif du Centre africain pour la démocratie et les
droits de l'homme, Banjul (Gambie)

Présidente du Centre pour le droit au logement et contre les évictions
(COHRE) (Genève)

Vice-Présidente du Service international pour les droits de l'homme

Membre du comité de rédaction du Rapport trimestriel néerlandais sur les
droits de l'homme

Membre du comité de rédaction de la Revue africaine des droits de l'homme

Membre du conseil consultatif de la Revue de droit européen et du droit
comparé de Maastricht

Publications récentes

Flinterman, C., Women's Rights and the Rights to Complain. Towards an Optional Protocol to the Women's Convention, dans : Erik Denters and Nico Schrijver (éd.), *Reflections on International Law from the Low Countries in Honour of Paul de Waart*, Martinus Nijhoff Publishers, La Haye, 1998, p. 183 à 191.

Flinterman, C. et E. Ankumah, The African Charter on Human and Peoples' Rights, dans : H. Hannum, *Guide to international human rights practice*, troisième édition révisée, New York : Transnational Publishers, 1999, p. 163 à 177.

Flinterman, C. et C. Henderson, Special human rights treaties, dans : R. Hanski et M. Sukksi (éd.), *An introduction to the international protection of human rights*, deuxième édition révisée, Åbo (Finlande) : Åbo Akademi University, 1999, p. 125 à 142.

Flinterman, C., Extraconventional standard setting in the field of human rights, dans : R. Hanski et M. Sukksi (éd.), *An introduction to the international protection of human rights*, deuxième édition révisée, Åbo (Finlande) : Åbo Akademi University, 1999, p. 143 à 150.

Flinterman, C. et V. de Graaf, Diplomatie en mensenrechten: van gespannen verhouding naar gearrangeerd huwelijk (Les droits de l'homme : d'une relation tendue à un mariage forcé), dans : J. Melissen (éd.), *Diplomatie, raderwerk van de internationale politiek*, Assen : Van Gorcum, 1999, p. 90 à 111.

Naela Mohamed Gabr (Égypte)

Études : Maîtrise en relations internationales, Université du Caire
 Maîtrise de lettres (littérature française), Université de Brno (Tchécoslovaquie)
 Licence de sciences économiques et politiques, Université du Caire

Carrière

Janvier 2002 : Représentante permanente de la République arabe d'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Décembre 1999 : Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République arabe d'Égypte en République sud-africaine et Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République arabe d'Égypte en République du Botswana (non-résident) et au Royaume du Lesotho (non-résident)

1999 : Vice-Ministre adjointe aux droits de l'homme et aux affaires sociales et humanitaires internationales au Ministère égyptien des affaires étrangères
 Secrétaire particulière de la Première Dame d'Égypte, Mme Suzane Moubarak

1998 : Membre élu du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU

1988-1992 : Conseillère à la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

1980-1984 : Conseillère à l'ambassade d'Égypte à Paris

1977-1980 : Chef de cabinet du Président, Cabinet du Premier Sous-Secrétaire aux affaires étrangères

Activités et expérience professionnelles

Préparatifs de fond aux niveaux national et international (y compris la rédaction de rapports nationaux) des réunions mondiales ci-après, en coordination avec les autorités et organisations non gouvernementales compétentes :

1. Neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Le Caire (Égypte), avril 1995
2. Sommet mondial pour le développement social, Copenhague (Danemark), mars 1995
3. Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, Yokohama (Japon), mai 1994

4. Année internationale de la famille, 1994

Responsable des activités de coopération technique avec l'UNICEF, le HCR, le Département des affaires humanitaires, le PNUCID et le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, 1992-1999.

Interlocutrice pour les questions relatives aux femmes, aux enfants et au développement social au Ministère égyptien des affaires étrangères, 1992-1999.

Conférences

Membre des délégations égyptiennes de 1988 à 2001 aux conférences des Nations Unies et aux sessions des organes ci-après qui s'occupent des questions relatives aux droits de l'homme et au développement social :

Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Durban (Afrique du Sud), septembre 2001;

Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, juin 1993;

Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 1994;

Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 1995;

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 1995;

Commission des droits de l'homme, 1988-1997;

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Genève, 1988-1992.

A représenté l'Égypte aux conférences ci-après où elle a présenté des communications et participé aux travaux de groupes de travail constitués à cette occasion :

1. Forum Asie/Afrique sur l'émancipation économique des femmes, Bangkok (Thaïlande), juillet 1997;
2. Conférence sur le terrorisme dans la région de l'Atlantique, Bruxelles, 25-26 avril 1997;
3. Conférence sur les femmes en Europe et dans le bassin méditerranéen, Maroc, 27-29 mai 1994;
4. Réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe consacrée à la dimension humaine, Varsovie (Pologne), octobre 1993;
5. Conférence internationale sur le développement social et la pauvreté, Oaxaca (Mexique), 6-13 septembre 1993.

Distinctions honorifiques : Prix égyptien du mérite

Langues étrangères : Français et anglais

Mme Naela Gabr est née au Caire le 19 février 1950. Elle a une fille et un petit-fils.

Savritri Goonesekere (Sri Lanka)

Nom : Savritri Wimalawathie Ellepola Goonesekere

Date de naissance : 7 avril 1939

Adresse : 304/5, Park Road, Colombo 5 (Sri Lanka)

Poste occupé

Vice-recteur et professeur titulaire de droit à l'Université de Colombo (Sri Lanka), l'université nationale la plus ancienne et institution renommée dans la région Asie-Pacifique. Première femme vice-recteur d'une université sri-lankaise (mandat achevé en mai 2002). Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et d'un groupe de travail du Comité composé de cinq membres, chargé d'examiner le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Études

Bachelor of Laws (Ceylan); Maîtrise (Harvard); avocate (Cour suprême de Sri Lanka), Université de Ceylan; bourse d'études attribuée à l'étudiant de la faculté des arts ayant obtenu les meilleurs résultats (1958); Bachelor of Laws (avec mention très bien), Université de Ceylan, Peradeniya (1961); bénéficiaire d'une bourse Smith-Mundt Fulbright, Harvard Law School (États-Unis), 1962/63; bourse de perfectionnement pour le personnel enseignant d'encadrement, Commonwealth Universities (1972); gagnante du National Literary Award pour un livre sur le droit de la famille, publié à Sri Lanka en 1980; bourse de perfectionnement de l'Association des universités du Commonwealth (1987); conférencière à un séminaire pour étudiants de doctorat, Centre pour l'autonomie de la femme (VENA), Université Rijks, Leyde (Pays-Bas) (novembre 1993); professeur invité, Human Rights Programme, Harvard Law School (États-Unis) (1994); conférencière invitée, séminaire international pluridisciplinaire sur les droits de l'enfant, Université de Gand (Belgique) (1997-1998); docteur *honoris causa*, Open University of Sri Lanka (2001).

Activités professionnelles

Professeur titulaire et doyenne de la faculté des lettres et des sciences sociales, Open University of Sri Lanka, Nawala (1983-1995); chargée de recherche principale, Centre international pour le développement de l'enfant de l'UNICEF, Florence (Italie) (1990-1991); consultante auprès de l'OIT à Genève, auprès du bureau régional de l'Asie du Sud de l'UNICEF à Katmandou; consultante et conseillère sur les droits de l'enfant auprès du bureau de l'UNICEF à Bangkok (1992-2000); citée dans le rapport de l'UNICEF de 2000 sur « La situation des enfants dans le monde » parmi les « quelques grands défenseurs de l'intérêt supérieur de l'enfant » en 2000; consultante et conseillère technique auprès du Gouvernement sri-lankais et d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales nationales et internationales, des bureaux de l'UNICEF à New York et à Colombo, des bureaux du PNUD à New York et à Manille, du bureau d'UNIFEM à New Delhi, d'organismes nationaux oeuvrant pour la défense des droits

fondamentaux de la femme et de l'enfant et pour la promotion d'une réforme législative (2000-2001); professeur titulaire de droit à la faculté de droit de l'Université de Colombo (depuis novembre 1995); coordonnatrice adjointe de l'étude internationale sur le droit de la famille, réalisée par la Société internationale du droit de la famille; membre de la Commission d'attribution des bourses (1994-1999); membre de la Commission nationale de la femme, Commission nationale de l'éducation (Sri Lanka); membre du Conseil de direction du Centre for Women's Research (Sri Lanka).

Publications et livres

Law of Persons in Sri Lanka, M.D. Gunasena (Colombo, 1980); Sri Lanka Law on Parent and Child, M.D. Gunasena (Colombo, 1987) [cité dans des affaires traitées par la Cour suprême de Sri Lanka]; Children Law and Justice: A South Asian Perspective, a Study of the United Nations Convention on the Rights of the Child in South Asia, Sage Publishers, New Delhi (1997) [lecture recommandée dans le cadre de cours sur la législation relative aux enfants à la National Law School de Bangalore (Inde), à l'Université de Londres (Royaume-Uni) et dans plusieurs facultés de droit en Australie, aux États-Unis et en Inde, ainsi que dans le cadre de cours sur les droits de l'enfant du bureau du médiateur en Suède, figurant également parmi les meilleures ventes de librairie dans l'India Catalogue, 2000, Sage Publications]; coauteur de Women, Sexual Violence and the Legal Process in Sri Lanka, Centre for Women's Research (Colombo, 1998); Muslim Personal Law on Family Relations in Sri Lanka, Muslim Women's Research and Action Forum (Colombo, 2001).

Monographies, chapitres de livres, articles parus dans la presse et textes de cours

Plus de 70 publications par des maisons d'édition sri-lankaises et internationales réputées, notamment dans la région Asie-Pacifique.

Dans la presse : Trois articles

Textes de cours : Textes de cours et de mise à jour du matériel pédagogique à l'Open University of Sri Lanka (programme de licence) (1983-1995)

Coauteur, Open University of Sri Lanka, Case Book on Fundamental Rights in Sri Lanka (1998)

Matériel audiovisuel, Open University of Sri Lanka, cassettes audio et vidéo sur des questions juridiques

Discours introductifs, conférences spéciales et autres discours

« Children and Justice: Integrating International Standards into National Context », Conférence internationale sur le droit comme moyen de forger l'avenir, Indian Law Institute, New Delhi, March (1994), publié sous le titre *The Child and the Law*, New Delhi, bureau de pays de l'UNICEF; « Violence against Women: Developments in Sri Lanka Law », Justice Sunanda Bhandare Lecture, New Delhi (1998) (publié); « The Universal Declaration of Human Rights: Fifty Years », séminaire organisé par l'ONU à Yangon (Myanmar) (1998); « Integrating International Standards into Domestic Case Law in Some South Asian Countries », discours introductif, Conférence de droit sous les auspices de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC),

Colombo (Sri Lanka) (1999); discours célébrant la Journée mondiale de la population du FNUAP (Sri Lanka) (2000), « Human Rights as a Foundation for Family Law Reform », discours introductif, dixième conférence mondiale de la Société internationale du droit de la famille, Brisbane (Australie), (2000); « Reform of Personal Law in South Asia and Equality for Women », Third Lawyers, Collective Colloquium (New Delhi) (2001).

Appartenance à des comités internationaux et régionaux

Membre du Comité d'experts sur l'enfance de l'ASAARC (1991); membre du Comité consultatif extérieur du Centre international pour le développement de l'enfant de l'UNICEF, Florence (Italie) (1992); présidente du Comité sur le féminisme, Association du droit international (Royaume-Uni) (1992-1995); membre du Comité consultatif du Comité d'action internationale pour les droits de la femme, Asie-Pacifique (depuis 1995); membre du Conseil consultatif international de l'Institute for Family and Society de l'Université de Caroline du Sud (États-Unis) (1997-1998); membre du Comité consultatif pour la recherche extérieure du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Genève) (1998-1999); membre du Comité consultatif du Comité d'action internationale pour les droits de la femme (depuis 1997); membre du Forum sur la condition féminine de la Banque asiatique de développement (depuis 2001).

Prix de la meilleure réalisation féminine de l'association Zonta International, 1989

Prix décerné par le Président à la meilleure réalisation féminine à Sri Lanka, 2000

Tadelech Haile Michael (Éthiopie)

I. Renseignements personnels

Nom : Tadelech Haile Michael
 Sexe : Féminin
 Date de naissance : 14 novembre 1953
 Situation de famille : Veuve (mère de trois enfants)
 Nationalité : Éthiopienne

II. Langues

Anglais : Très bon (écrit et oral)
 Français : Très bon (écrit et oral)

III. Études

Licence en histoire moderne et sociologie (juin 1976), Université de Fribourg (Suisse)

Études de journalisme (1975-1976) à l'Institut de journalisme de Fribourg (Suisse)

IV. Expérience professionnelle

Février 2002 : Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de l'Éthiopie en Côte d'Ivoire

1997-2002 : Chef de la section des affaires féminines, membre ayant rang de Ministre du Cabinet du Premier Ministre

Principales fonctions :

- Coordination des questions relatives aux femmes à l'échelle nationale
- Chargée de l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les programmes ministériels sectoriels à l'échelon central
- Chargée de l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les programmes bilatéraux et les programmes de pays exécutés par des organismes des Nations Unies
- Chargée de l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les programmes nationaux de développement global
- Élaboration de programmes expressément conçus pour les femmes au niveau national
- Suivi et évaluation des programmes relatifs aux femmes à différents niveaux dans le cadre des structures de développement

1992-1995 : Chef de la section des affaires féminines, membre ayant rang de Vice-Ministre du Cabinet du Premier Ministre

Principales fonctions :

- Élaboration d'une politique nationale de la femme à titre de stratégie pour l'intégration d'une perspective sexospécifique
- Conception d'un mécanisme institutionnel pour l'application de la politique nationale de la femme
- Établissement d'une banque nationale de données sur les femmes exerçant des fonctions de cadres
- Conception d'un module de formation sur l'intégration des femmes au développement
- Conception de programmes de renforcement des capacités à différents niveaux
- Coordination au niveau national de programmes sexospécifiques coadministrés par les pouvoirs publics et des organisations non gouvernementales.

1991-1992 : Fonctionnaire chargée du programme sur les sexospécificités au sein du Département des affaires féminines

Principales fonctions :

- Création du poste et élaboration d'un mécanisme pour l'intégration des questions sexospécifiques dans les programmes gouvernementaux
- Recherche de personnel
- Mise en réseau des différents organismes et organisations non gouvernementales s'occupant de programmes relatifs aux femmes dans le pays
- Garantir la reprise des programmes suspendus en raison du changement intervenu dans le pays
- Assurer la jonction entre les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies
- Organiser des séminaires pour prendre la mesure du mouvement féminin et évaluer ses résultats passés

1980-1991 : Enseignante au lycée de la prison centrale d'Addis-Abeba

Principales fonctions :

- Aider les élèves de terminale à préparer l'examen national de fin d'études dans les matières histoire et langue française

1977-1980 : Chef documentaliste au service des programmes de la branche internationale de la radio nationale (six semaines)

Publications

1. *History of Ethiopian Women's Movements and the impact on the women's lives* (Histoire des mouvements de femmes éthiopiennes, et leurs incidences sur la vie des femmes) (1993), Addis-Abeba (Éthiopie)
2. *Ethiopian Women and Election* (1992), Addis-Abeba (Éthiopie)

3. *Situation of Ethiopian Women and their role in the society* (La situation des femmes éthiopiennes et leur rôle dans la société) (1992), Addis-Abeba (Éthiopie)
4. *Gender perspective of Ethiopia's agriculture strategy and sustainable food security* (La dimension sexospécifique de la stratégie agricole éthiopienne et de la sécurité alimentaire durable de l'Éthiopie) (1996), Addis-Abeba (Éthiopie)

Participation à des grandes conférences

1. Sommet sur le microcrédit (1997, Washington), en qualité de chef de la délégation éthiopienne
2. Le rôle des dirigeantes africaines dans le progrès de la paix (1997, Johannesburg), en qualité de secrétaire du Comité spécial à l'origine du document sur la paix de la région de l'Afrique établi en vue du Programme d'action de Beijing
3. Chargée de présenter le rapport de pays de l'Éthiopie (1996, New York)
4. À la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, septembre 1995), chef de la délégation éthiopienne, chargée de présenter le flambeau africain de la paix aux organisateurs de la conférence
5. Troisième Sommet africain-américain (1995, Dakar), en qualité de spécialiste des questions relatives aux femmes
6. Cinquième Conférence régionale sur les femmes (1994, Dakar) visant à préparer la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, en qualité de chef de la délégation éthiopienne
7. Conférence préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (New York, 1994)
8. Conférence internationale sur la population et le développement, réunion d'experts pour la région de l'Afrique (New York, 1994), stratégie pour les questions relatives aux femmes
9. Sommet sur les femmes rurales (1993, Genève), en qualité de représentante de l'Éthiopie

Formations de courte durée

Formation en gestion sur l'intégration des femmes au développement à l'Ethiopian Management Institute (EMI), Debre Zeit, 1992 (quatre semaines).

Formation en information, éducation et communication et à l'élaboration de projets sur les questions de population, Nairobi (Kenya), 1993 (six semaines).

Akua Kuenyehia (Ghana)

Date et lieu de naissance : Ghana

Maîtrise des langues : Anglais, français (notions de base), quatre dialectes

Poste/fonctions actuels : Directrice intérimaire de la Ghana School of Law depuis avril 2001 et doyenne de la faculté de droit de l'Université du Ghana depuis mai 1996 jusqu'à ce jour

Principales activités professionnelles A donné des conférences dans de nombreuses universités aux États-Unis, au Ghana, au Nigéria et aux Pays-Bas. A reçu un *fellowship* de la Fondation du Commonwealth en 1991. Outre ses activités de conférencière, a exercé comme consultante dans différents domaines liés au progrès des droits des femmes sur le plan juridique. Présidente du Conseil exécutif national de Women in Law and Development in Africa. A siégé au conseil d'administration de nombreuses sociétés et associations.

Études

1969 : Bachelor of Law de l'Université du Ghana

1970 : Obtention du diplôme d'admission au barreau ghanéen

1972 : Bachelor of Civil Law de l'Université d'Oxford

1970 : Prix Mensah Sarbah du meilleur étudiant du cours de préparation à la profession d'avocat

Principales autres activités exercées dans le domaine de compétence de l'organe concerné

- Coordonnatrice d'un important projet de recherche sur les femmes et le droit en Afrique de l'Ouest anglophone
- Formation de dirigeantes d'organisations locales à la réalisation de programmes d'information sur les droits des femmes et de programmes d'initiation au droit au Ghana et dans d'autres pays d'Afrique
- Activités de consultante sur la santé des femmes et la violence à l'égard des femmes, l'accès au crédit pour les femmes qui entreprennent une petite activité économique au Ghana et les débouchés offerts aux femmes exerçant une activité de consultante au Ghana

Publications récentes

- 1) *Women and Law in West Africa, Situational Analysis of Some Key Issues Affecting Women* (1998) (Les femmes et le droit en Afrique de l'Ouest, analyse de la situation pour un certain nombre de questions essentielles intéressant les femmes)

Coauteur des publications suivantes :

- a) *Improving the Reform Process through Legal Training in Comprehensive Legal and Judicial Development towards an Agenda for a Just and Equitable Society in the Twenty-First Century* (Améliorer le processus de réforme par la formation juridique au développement global dans le domaine du droit : vers un programme d'action pour une société juste et équitable au XXIe siècle). Rudolf V. Van Pyumboroek, éd., Banque mondiale, 2001, p. 299 à 306.
- b) *Legal Literacy and the Process of Empowerment – A Personal Experience in Capacity-building for Ghanaian Women* (De l'acquisition des notions juridiques à l'exercice des droits – Le renforcement des capacités des femmes ghanéennes : une expérience personnelle). Florence Dolphyne et Esther Ofei-Aboagye, éd. (2001).
- c) *Family Law in Ghana and its Implications for Women* (Le droit de la famille au Ghana et ses conséquences pour les femmes). Avec Esther Ofei-Aboagye.

Rosario G. Manolo (Philippines)

Date et lieu de naissance : 2 octobre 1935, Philippines

Maîtrise des langues : Anglais, espagnol, français et philippino

Fonctions actuelles

Haut fonctionnaire chargée des questions relevant de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) auprès du Cabinet de la Présidente des Philippines

Principales activités professionnelles

Envoyée spéciale de la Présidente Gloria Macapagal Arroyo en Amérique latine (2001)

Vice-Ministre des affaires étrangères (1997-2001)

Diplomate de carrière, ambassadrice des Philippines en Suède, en Norvège, au Danemark, en Finlande, en Estonie, en Lettonie et en Lituanie (1994-1997); ambassadrice des Philippines en France et au Portugal et déléguée permanente des Philippines auprès de l'UNESCO (1990-1994); ambassadrice des Philippines en Belgique et au Luxembourg (1985-1987) et auprès de la Communauté économique européenne (1979-1987)

Professeur à l'Institut de hautes études en administration publique de la Philippine Women's University, et professeur de relations internationales et de diplomatie à l'Université De La Salle

Maître de conférences au Foreign Service Institute sur les questions relatives aux femmes et aux droits de l'homme, à la diplomatie économique, aux relations internationales et à l'OMC

Études

Maîtrise en études internationales et diplomatie, Long Island University, New York

Maîtrise en administration publique, Université des Philippines

Licence en droit, Université des Philippines

Licence ès jurisprudences, Université des Philippines

Licence ès affaires étrangères, Université des Philippines

Titres de docteur *honoris causa* en droit et en lettres du College of New Rochelle, New York, de l'Université Centro Escolar (Philippines) et de la Philippine Women's University

Principales autres activités exercées dans le domaine de compétence de l'organe concerné

Représentante du Ministère des affaires étrangères à la Commission nationale sur le rôle des femmes philippines (depuis 1997)

Coordonnatrice pour les questions relatives aux femmes, Ministère des affaires étrangères (depuis 1997)

Secrétaire général de la Commission nationale des Philippines pour l'UNESCO (1997-2001)

Membre en tant qu'experte du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (depuis 2001), dont elle est actuellement la Vice-Présidente pour l'Asie et le Pacifique

Présidente de la Commission de la condition de la femme (1983-1986)

Membre du Conseil d'administration du Fonds international pour la promotion de la culture de l'UNESCO (1999-2003)

Publications récentes

Peace through Human Security and Development (1997) (La paix par la sécurité et le développement humains)

Auteur d'articles sur les sujets suivants : questions relatives aux femmes; droits de l'homme; participation des femmes au développement; racisme et discrimination raciale; OMC; commerce international; culture de la paix

Mavuela Mayisa (République démocratique du Congo)

I. Identité

Lieu et date de naissance : Mbanza-Ngungu, le 18 février 1945

Nom du père : Mayisa Kikandu (+)

Nom de la mère : Ntonono Meli

Collectivité : Ngeba

Territoire : Madimba

District : Lukaya

Province : Bas-Congo

II. Études faites

Études primaires : Lycée du Sacré-Coeur de Mbanza-Boma, au Bas-Congo, de 1952 à 1958

Études secondaires : Humanités modernes Lycée du Sacré-Coeur, à Kinshasa, de 1959 à 1964

Études supérieures : ISP/Gombe (diplôme de Graduat, option français) en 1967

III. Activités professionnelles

- 1969-1981 Ministère de l'éducation nationale, successivement comme :
 - Professeur à l'École pédagogique pour filles de Limete
 - Chef de bureau du Secrétaire général à l'éducation nationale
 - Chef de division chargé des voyages et logement des professeurs étrangers
- 1981 à ce jour Ministère de la famille, femme et enfant, successivement comme :
 - Secrétaire régionale à la condition féminine dans la province du Bas-Congo (7 ans)
 - Secrétaire régionale à la condition féminine dans la ville de Kinshasa (2 ans)
 - Conseillère chargée de la coopération au Cabinet du Ministre des affaires sociales, solidarité et famille
 - Conseillère chargée de la famille au Cabinet du Ministre de la santé, affaires sociales et famille
 - Directeur-Chef des services généraux au Secrétariat général à la famille

– Secrétaire générale à la famille/Ministère des affaires sociales et famille

IV. Autres qualifications professionnelles

- Premier Vice-Président du Comité national de l'Année internationale de l'enfant (1979)
- Premier Vice-Président du Comité national de la femme, de 1998 à ce jour
- Premier Vice-Président du Comité national de l'enfant, de 1998 à ce jour
- Membre d'honneur du Comité de la Croix-Rouge/République démocratique du Congo

V. Voyages et missions de service

- 1975 Mission sur l'enseignement spécial (Belgique)
- 1979 Participation au Forum international sur l'enfant (Hongrie)
- 1980 Participation à la deuxième Conférence mondiale des Nations Unies sur la femme, à Copenhague (Danemark)
- 1984 Mission de la FAO sur les techniques de vulgarisation agricole au Burundi
- 1988 Participation au Congrès des femmes centrafricaines, à Bangui (République centrafricaine)
- 1992 – Éluë à Kinshasa, Présidente de l'Union panafricaine des éducatrices pour l'intégration et le développement (UPEID), structure d'appui au Bureau africain des sciences de l'éducation (BASE)
- Participation à la réunion préparatoire à l'Assemblée constitutive de l'UPEID, à Dakar (Sénégal)
- 1993 Participation de l'UPEID à l'Assemblée générale de la Ligue des femmes de l'African National Congress, à Johannesburg, sur invitation de Mme Albertine Sisilu (Afrique du Sud)
- 1994 Chef de la délégation des experts à la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes à Dakar, préparatoire à la quatrième Conférence mondiale sur la femme, à Beijing (Chine)
- 1997 Participation à la quatrième Assemblée générale de l'Union internationale des organismes familiaux, à Iguazu, au Brésil
- 1998 – Participation à la dix-neuvième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à New York (États-Unis)
- Participation au deuxième voyage d'études sur « Promotion de la femme, population et développement » organisé par le Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme (CREDIF), à Tunis (Tunisie)

- 1999 – Voyage d'études et d'échanges d'expériences au Cameroun et au Sénégal, dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme national pour la promotion de la femme congolaise (1999-2004)
 - Participation à la vingt et unième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à New York (États-Unis)
 - Participation à la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes, à Addis-Abeba (Éthiopie)
- 2000 – Participation à la vingt-deuxième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à New York (États-Unis)
 - Participation à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur Beijing+5, à New York (États-Unis)
- 2001 – Participation à la Consultation régionale sur le renforcement de la participation des femmes dans la consolidation de la paix en Afrique, à Addis-Abeba (Éthiopie)
 - Participation à la présession de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, à New York (États-Unis)
- Plusieurs missions dans les provinces, à l'intérieur du pays

VI. Formation

- 1979 Séminaire sur les garderies d'enfants, à Tunis (Tunisie)
- 1982-1983 Séminaire de formation sur la conception, élaboration et évaluation des projets organisé par le Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de Gisenyi, à Kinshasa (trois modules)
- 1985 Séminaire de formation sur la gestion des administrations publiques organisé par l'USAID, à Kasangulu
- 1990 Séminaire de formation sur la gestion du développement, à Atlanta (États-Unis)
- 1992 Séminaire interrégional d'échange et d'actions pédagogiques organisé par le Bureau africain des sciences de l'éducation (BASE), à Kinshasa
- 1996 Forum national sur les droits et le leadership de la femme congolaise, à Kinshasa
- 1999 *Formation en genre
*Informatique : en apprentissage
- 2000 Formation sur le cadre logique
- 2001 Formation sur la collecte des données, plaidoyer et communications

VII. Langues parlées et écrites

- Français : Très bien
- Kikongo : Très bien
- Lingala : Très bien
- Anglais : En apprentissage

Krisztina Morvai (Hongrie)**Études**

Maîtrise de droit (LL.M)	1990, Université de Londres, King's College
Examen judiciaire	1989, Cour suprême de Hongrie, Ministère de la justice de la Hongrie (juge diplômée à l'issue d'un programme d'études universitaires supérieures et d'une formation professionnelle)
Docteur <i>juris</i>	1986, Université d'Eötvös Loránd, École de droit et de sciences politiques

Expérience professionnelle*Postes actuels*

1987-	Professeur de droit associé (1991-), Maître de conférences de droit (1987-1991), Université d'Eötvös Loránd, École de droit et de sciences politiques, Département de droit pénal
1998-	Directrice, Fondation du Centre de travaux de recherche et de formation relatifs aux droits de la femme et des enfants, Budapest
1991-1997	Chargée de cours sur l'égalité des sexes et le droit, dans le cadre du programme d'études, à l'étranger (Budapest), à l'Université de Californie et à l'Université du Wisconsin (à temps partiel)
1994-1995	Avocate du personnel, Commission européenne des droits de l'homme (Strasbourg) (détachée de l'University d'Eötvös Loránd)
1993-1994	Professeure invitée (bénéficiaire d'une bourse Fulbright) à l'École de droit de Madison (Université du Wisconsin)
1989-1990	Études universitaires supérieures au King's College de l'Université de Londres (bénéficiaire d'une bourse du Comte Széchenyi)
1988-1989	Greffière, Cour suprême de Hongrie (examen judiciaire)
1986-1987	Avocate stagiaire, inscrite au barreau du comté de Pest

Distinctions et bourses d'études

1999	Bourse Ashoka (décernée aux « innovateurs », en reconnaissance de contributions novatrices en faveur du secteur public)
1993	Bourse d'enseignement Fulbright pour une durée d'un an (enseignement et recherche aux États-Unis)

1992	Prix Freddie Mercury, décerné par la Croix-Rouge pour contribution de premier plan en faveur des personnes atteintes du VIH et du sida
1989	Bourse Comte Széchenyi, octroyée pour la première fois par le Gouvernement britannique pour permettre à une étudiante hongroise exceptionnelle de poursuivre des études universitaires supérieures au Royaume Uni

Bourses de recherche

2000-2001	Égalité des chances entre les hommes et les femmes au programme d'accession européenne (Open Society Foundation)
1999-2000	« Why doesn't she just leave? » (Pourquoi ne part-elle pas?) (Violence familiale en Hongrie), bourse de recherche octroyée par l'Institut des sciences humaines (Vienne) dans le cadre du programme sur le coût social de la transformation économique en Europe centrale
1999	Traite des femmes [programme de recherche et d'information de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)]

Enseignement

- Droit pénal I. Généralités et fixation des peines
- Droit pénal II. Spécialisation
- Droit pénal comparé. Principes de la responsabilité criminelle, de la répression et de la fixation des peines
- « Du rôle de la règle à la règle de droit » – l'État, le citoyen et le droit avant et après la transition démocratique
- Le constitutionnalisme, les droits civils et la transition démocratique en Europe orientale et centrale
- La condition féminine et le droit
- Aide juridique : les femmes et le droit/violence familiale
- Droit relatif aux droits de l'homme

Publications

Ouvrages

Morvai Krisztina : *Terror a Családban – A feleségbántalmazás és a jog* (Kossuth Kiadó, 1998, 307 old.) (*Terreur au sein de la famille, violences à l'égard de l'épouse et le droit*, Kossuth éd., 1998, 307 p.)

Travaux de recherche et chapitres de livres

Morvai Krisztina : « Why doesn't she just leave? » Recommandations fondées sur des travaux de recherche et visant à prévenir la violence familiale en Hongrie et à y

réagir (SOCO Project Paper Series No 101, Vienne 2001 – Institute for Human Sciences)

Morvai Krisztina : Travaux concernant les droits des femmes et des filles (Division de la promotion de la femme du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies : faire respecter au sein du foyer les droits fondamentaux de la femme, Colloque judiciaire sur l'application au sein du foyer de la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relative aux droits de l'enfant, ONU, New York, 2000)

Morvai Krisztina : The Construction of the Other in the European Human Rights Enterprise, dans P. Fitzpatrick et J. H. Bergeron, éd. : *Europe's Other: European Law between Modernity and Postmodernity*, Dartmouth Publishers, 1998

Articles dans des revues juridiques

What is Missing From the Rhetoric of Choice? (UCLA Women's Law Journal, vol. 5, 1995, p. 445 à 471)

Continuity and Discontinuity in the Legal System: What it Means for Women (UCLA Women's Law Journal, vol. 5, No 1, 1994, p. 63 à 70)

Gender Discrimination – Related Cases Before the European Commission and Court of Human Rights (Promoting Human Rights and Civil Society in Central and Eastern Europe, 1995)

Participation à la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes :

- Discours liminaire à l'occasion du Colloque judiciaire sur le respect des droits fondamentaux de la femme au sein du foyer (Vienne, 1999) organisé par la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies
- Participante (spécialiste invitée) à la réunion du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », ONU, New York)
- Rapporteur pour l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), sur la traite des femmes en Hongrie (à la demande de l'OIM, a effectué les premiers travaux de recherche en Hongrie consacrés à la traite des femmes)
- A contribué en tant que spécialiste de la violence à l'égard des femmes au dernier rapport périodique que le Gouvernement hongrois a présenté au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Membre du Conseil pour la représentation des femmes (groupe de travail interdépartemental du Gouvernement hongrois, avec la participation de représentantes de chaque ministère et de six organisations non gouvernementales de premier plan, notamment le Women's Rights and Children's Rights Research and Training Centre).

Zelmira Regazzoli (Argentine)

Renseignements personnels

Date de naissance : 5 août 1939
 Lieu de naissance : Santa Rosa, province de La Pampa, Argentine
 Situation de famille : Divorcée, quatre enfants et cinq petits-enfants

Fonctions actuelles et principales activités professionnelles

1. Vice-Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
2. Conseillère, Comité sénatorial argentin pour les affaires étrangères, Comité sur les accords et Comité bicaméral sur les femmes
3. Conseillère pour les affaires internationales, SAMCONSUT (Argentine)
4. Présidente honoraire du Comité du MERCOSUR sur les femmes (organisation non gouvernementale)
5. Membre de PRONDEC (Programme pour la démocratisation de la culture)
6. Membre de la Fondation pour le développement intégré de l'Argentine
7. Conseillère *ad honorem* de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)
8. Membre du Conseil d'administration de la Fondation argentine pour les réfugiés
9. Conseillère honoraire de la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains

Diplômes et titres

Doctorat en sciences politiques, Université Columbia, New York, 1983

Professeur honoraire, Université de Lanus (Argentine)

Professeur titulaire de la chaire d'histoire contemporaine I et II à l'Université nationale de La Pampa, 1971-1976

Principales autres activités exercées dans le domaine de compétence de l'organe considéré

Ambassadrice de l'Argentine en Bolivie (1997-1999)

Sous-Secrétaire aux droits de l'homme et à la condition féminine auprès du Ministère des affaires étrangères, du commerce international et du culte (1989-1997)

Membre du Programme national pour la démocratisation de la culture (PRONDEC)

Première Vice-Présidente de la Commission principale de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995)

Chef de la délégation argentine auprès de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995)

Présidente de la Commission interaméricaine des femmes (Organisation des États américains) 1992-1994

Vice-Présidente de la Commission interaméricaine des femmes (Organisation des États américains) 1990-1992

Chef de la délégation argentine auprès de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, (Genève, 1990)

Représentante de l'Argentine auprès du Comité contre la torture pour la présentation du rapport initial (1989)

Participante aux séminaires internationaux du Comité andin de juristes (Pérou) sur les droits économiques, sociaux et culturels des femmes. International Standards, Santiago du Chili, 2000, Santa Cruz (Bolivie, 2001)

Coauteur des dispositions constitutionnelles incorporant dans le droit constitutionnel argentin 11 instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme actuellement en vigueur en Argentine

Publications récentes

Afghanistan: from Alexander the Great to the Taliban, (actuellement sous presse).

Memorial of the Iron Door, Mediodía, Congrès argentin.

Forced Disappearance in Democracy. Cases Guardatti, Garrido et Baigorria, Mendoza 1997-1999 (actuellement sous presse).

Ten years of Democracy for a Hundred More, Eudeba, 1993, 4e éd..

Children's Rights, La Plata Statement, 1989, débat et approbation.

Fumiko Saiga (Japon)

Renseignements personnels

Date de naissance : 30 novembre 1943

Études : Département des études d'anglais, Université de Tokyo, pour les études internationales (diplôme obtenu en mars 1966)

Carrière

Janvier 1980	Division des Conventions internationales, Bureau des Traités
Juin 1983	Première Secrétaire, Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies
Février 1988	Directrice assistante, Division des politiques, Bureau des affaires de l'ONU
Mars 1988	Directrice adjointe, Division de la coopération sociale, Bureau des affaires de l'ONU
Juillet 1989	Directrice, Division des océans, Bureau des affaires économiques
Août 1992	Conseillère, ambassade du Japon au Danemark
Mars 1996	Ministre, Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies
Mai 1998	Vice-Gouverneur de la préfecture de Saitama (Japon)
Septembre 2000	Consul général du Japon à Seattle

Travaux relatifs à la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et aux questions ayant trait à la condition féminine

Janvier 1980-juin 1983

Chargée des travaux préparatoires de la ratification de la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes par le Gouvernement japonais, Division des Conventions internationales, Bureau des Traités

1985

A pris part à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, tenue à Nairobi (Kenya), ainsi qu'aux réunions préparatoires de la Commission de la condition de la femme (1984-1985).

1988-1989

En tant que Directrice adjointe, était chargée des questions féminines, notamment dans le contexte de la Commission de la condition de la femme, d'UNIFEM et de l'application au Japon de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et ce, en coopération avec d'autres ministères.

1996-1998

Représentante du Japon à la Troisième Commission, et à la Commission de la condition de la femme, a participé à la rédaction du Protocole facultatif à la Convention.

1998-2000

Conseillère auprès du Gouverneur de la préfecture de Saitama pour les questions relatives à la condition féminine

Conseillère, Comité de rédaction des réglementations sur l'égalité des sexes à la préfecture de Saitama

Février 1999 et février 2000

En tant que Vice-Gouverneur de la préfecture de Saitama (Japon), a accueilli à Saitama le Forum international des femmes, où Mme Angela King, Représentante spéciale du Secrétaire général, a pris part en qualité de conférencière d'honneur en février 2000.

A rédigé en vue de leur adoption en mars la réglementation sur l'égalité des sexes dans la préfecture de Saitama, premier gouvernement régional du Japon à promulguer une telle réglementation.

A participé à l'établissement de la Commission sur l'égalité des sexes dans la préfecture de Saitama.

Juin 2000

A pris part aux activités des organisations non gouvernementales au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » de concert avec un groupe de femmes de la province de Saitama.

A donné des conférences dans les universités et au niveau communautaire sur l'Organisation des Nations Unies et la question de l'égalité des sexes.

Autres réunions et conférences internationales

Assemblée générale des Nations Unies (1983 à 1987, 1990 et 1991, 1996 et 1997)

Conseil économique et social

Commission des droits de l'homme

Programme des Nations Unies pour l'environnement (1983)

Organisation internationale du Travail (1988)

Union internationale des télécommunications (1988)

Organisation mondiale de la santé (1988)

Fonds des Nations Unies pour la population (1988)

Conférence des Nations Unies en vue de l'adoption d'une convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, (Vienne, 1988)

Organisation maritime internationale (1991)

Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1989-1992 à New York et à la Jamaïque)

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992, Rio de Janeiro)

Sommet mondial pour le développement social (1995, Copenhague)

Dubravka Šimonović (Croatie)

Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : 11 août 1958, Zagreb (Croatie)

Situation familiale : mariée; deux enfants, une fille, Tena (20 ans), et un fils, Ivan (17 ans)

Études

Mars 1997 : Doctorat en droit. Thèse : « Legal regulation on medically assisted procreation », faculté de droit de Zagreb

Mai 1991 : Maîtrise en droit de la famille. Thèse « Legal problems concerning artificial insemination in human procreation », faculté de droit de Zagreb

Décembre 1984 : Reçue à l'examen du barreau de Zagreb

Mars 1982 : Diplômée de l'Université de Zagreb (faculté de droit)

Carrière

Mai 1998 : Ministre plénipotentiaire à la Mission permanente de la République de Croatie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York

1997-1998 : Vice-Consul général de la République de Croatie à New York

1994-1996 : Chef du Département des droits de l'homme au Ministère des affaires étrangères

1993-1994 : Congé sans solde aux États-Unis (préparation du doctorat)

1992-1993 : Conseillère auprès du Vice-Premier Ministre du Gouvernement de la République de Croatie

1988-1992 : Chef du Service administratif général de l'Institut « Vuk Vrhovec »

1982-1988 : Représentante juridique auprès de divers tribunaux

Activités et fonctions

Représentante de la Croatie auprès du Comité consultatif d'UNIFEM depuis 2001

Présidente de la Commission de la condition de la femme (2000-2002)

Vice-Présidente du Comité directeur de la bioéthique (CDBI), Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2001-2003

Vice-Présidente du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », 1999-2000

Membre du Comité national de la bioéthique, 2001

Membre du Comité national des droits de l'enfant, 1996

Membre du Comité gouvernemental pour l'égalité des femmes, 1997-1999

Experte nationale du projet du PNUD portant sur la participation des femmes au développement dans les pays de la Communauté économique européenne et de la Communauté des États indépendants, 1995

Membre du Comité chargé d'élaborer une nouvelle loi sur la procréation médicalement assistée, créé en 1995 par le Ministère de la santé

Conseillère juridique pour le programme de protection des victimes de la violence et d'assistance à ces victimes, programme du Gouvernement de la République de Croatie, 1994

Conférences internationales

- 1996 à 2001 : Représentante de la Croatie à l'Assemblée générale des Nations, New York
- 8 au 10 octobre 2001 : Participation à la Conférence internationale sur les droits de l'homme et la démocratisation, Dubrovnik (Croatie)
- 28 et 29 mars 2001 : Membre de la délégation d'experts chargée d'examiner le rapport initial de la Croatie au Comité des droits de l'homme de l'ONU, New York
- 25 au 27 juin 2001 : Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le VIH/sida, New York
- 21 au 24 novembre 2000 : Réunion du Groupe d'experts de l'Organisation des Nations Unies sur les femmes et la discrimination raciale, Zagreb (Croatie)
- 5 au 9 juin 2000 : Vice-Présidente de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle », New York
- 6 au 8 septembre 2000 : Représentante de la Croatie au Sommet du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies, New York
- Mars 2000 à mars 2001 : A pris la parole à la Commission des droits de l'homme de l'ONU (Genève) en sa qualité de Présidente de la Commission de la condition de la femme
- 21 au 23 janvier 1998 : Membre de la délégation d'experts chargée d'examiner le rapport initial de la Croatie au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, New York
- 27 au 31 août 1996 : Représentante de la Croatie au Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, Stockholm (Suède)
- 10 au 12 juin 1996 : Participation au Séminaire de l'UNICEF/Centre international pour le développement de l'enfant concernant les consultations sur la contribution de l'Europe à la protection des droits de l'enfant dans des situations de conflit armé, Florence

- 1996, 1997, 1998 : Représentante de la Croatie aux cinquante-deuxième, cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de la Commission des droits de l'homme (Genève)
- 23 et 24 janvier 1996 : Membre de la délégation d'experts chargée d'examiner le rapport initial de la Croatie au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies (Genève)
- 14 et 15 septembre 1995 : Représentante de la Croatie à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing
- 12 et 13 juin 1995 : Représentante de la Croatie au Comité ad hoc d'experts chargé de procéder à un échange de vues sur la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Strasbourg
- 19 mars au 8 avril 1995 : Représentante de la Croatie à la trente-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, agissant en tant qu'organe préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, New York
- 7 au 9 mars 1995 : Membre de la délégation d'experts chargée d'examiner le rapport initial de la Croatie au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (Genève)
- 9 au 11 février 1995 : Représentante de la Croatie à la Conférence intitulée « Égalité et démocratie – utopie ou défi? », organisée par le Conseil de l'Europe, Strasbourg
- 17 au 21 octobre 1994 : Représentante de la Croatie à la Conférence intitulée « Les femmes dans un monde en évolution – appel à l'action dans une perspective européenne », Commission économique pour l'Europe (Vienne)
- 5 au 13 septembre 1994 : Représentante de la Croatie à la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire

Publications scientifiques

Moral and Legal Dilemmas of a Possible Case, *Pravnik* 1979 14/15, Zagreb, p. 31 à 41 (coauteur I. Šimonović)

Legal Problems of Artificial Insemination in Human Procreation, thèse de maîtrise, faculté de droit de l'Université de Zagreb, 1991

Legislation on Artificial Insemination – Basic Considerations, *Zakonitost* 1992, 46,3, p. 462 à 474

Medical and Legal Treatment of Assisted Procreation in the Republic of Croatia (de lege lata et de lege ferenda), Zagreb, *Zakonitost*, 1993, 2/3, p. 255 à 266

Social and Legal Problems of Artificial Insemination, *Medicinska naklada*, Zagreb 1993, 123 pages

Legal and Ethical Problems of New Technologies Used for Medically Assisted Procreation, publié dans l'ouvrage intitulé « Gynaecology and Perinatology » (1995, édité par le professeur A. Kurjak)

United Nations and Human Rights, Croatia and the United Nations, Organizator, Zagreb, 1996, 143 à 149

United Nations and the Status of Women, Croatia and the United Nations, Organizator, Zagreb, 1996, 251 à 265

Medically Assisted Procreation: Law and Ethics, 1997, Organizator, Zagreb, 399 p.

Family Law Provisions on Medically Assisted Procreation in the Republic of Croatia (de lege lata et de lege ferenda), document accepté en vue de sa publication dans la revue *Zakonitost*

Role of the United Nations in the promotion and protection of human rights and women's rights, 2001, document accepté en vue de sa publication par l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de la République de Croatie
